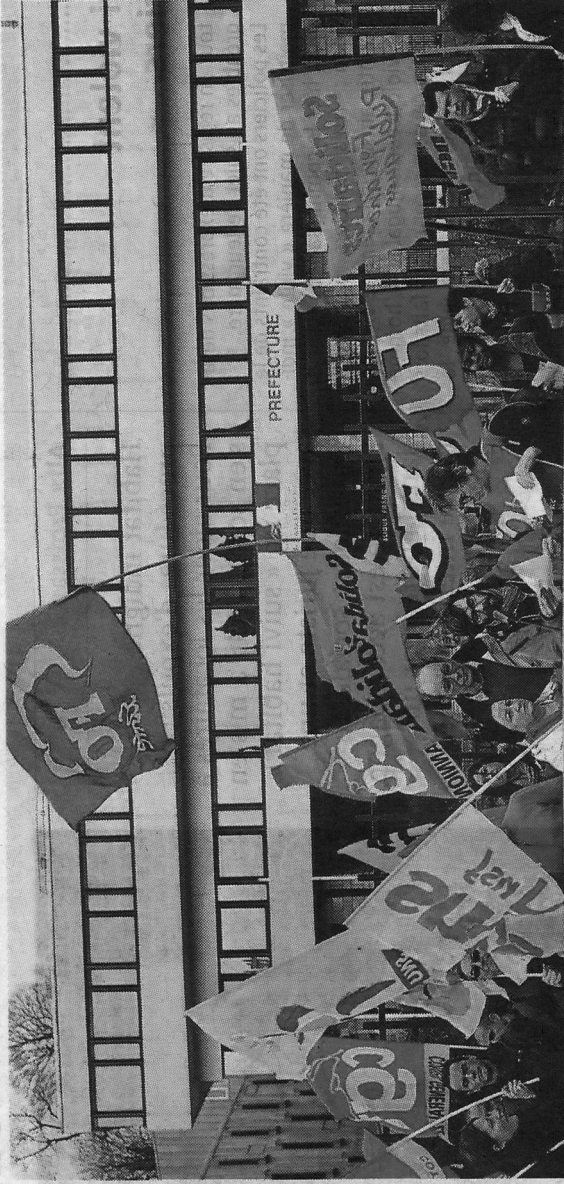


Fonction publique. Plus de 700 à Saint-Brieuc

Le Télégramme 27/11/18

Dimitri Rouchon-Borie

700 selon la préfecture, 800 selon un responsable syndical. La manifestation pour la défense de la fonction publique qui s'est tenue hier à Saint-Brieuc aura réussi à fédérer plusieurs univers fonctionnaires. Et à mobiliser un peu de monde, dans un contexte jugé peu favorable aux mouvements sociaux.



1. Drapeaux au vent, ils étaient un peu plus de 700 hier devant la préfecture, pour la défense des services publics.
2. FO, mais aussi Sud, CGT, Solidaires : le rassemblement était « intersyndical »
3. En ligne de mire notamment : la réforme des collèges, qui a du mal à passer.

Ce n'est pas la foule de la grande époque. Mais 700 personnes rassemblées hier devant la préfecture de Saint-Brieuc, peu après 11 h, c'est « vraiment pas mal », soulignait Serge Le Quéau du syndicat Solidaires. D'ailleurs ils sont plutôt « 800 », comptabilisait-il alors que le cortège traversait le centre-ville. Hôpital, finances, éducation nationale : tous avaient répondu à l'appel à manifester pour la défense du service publique. « Dans un contexte de paupérisa-

« Le service public devrait être le bien commun de ceux qui n'ont rien en assurant la redistribution des richesses et la cohésion sociale », argumentait au micro David Cocault (Solidaires finances publiques) à l'occasion d'une prise de parole « intersyndicale ».

Dans le viseur des syndicats, la loi santé, mais aussi la réforme territoriale accusée de « creuser davantage le fossé des inégalités entre citoyens ».

Le sentiment partagé, c'est évidemment celui d'une certaine

« Le service public devrait être le bien commun de ceux qui n'ont rien. »

David Cocault - Solidaires Finances publiques

tébrale », que représente la fonction publique, au regard de choix budgétaires jugés violents.

Les petits hôpitaux aussi

« Nous revendiquons une revalorisation immédiate et significative de la valeur du point d'indice et le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat, la fin des suppressions de poste et des restructurations permanentes qui empêchent un service public de qualité et accentuent les risques psycho-sociaux, le développement de l'emploi public, créateur par des créations

nettes, dans les très nombreux secteurs qui en ont besoin. »

Les « petits » hôpitaux étaient présents dans le cortège qui a traversé le centre-ville. Comme celui de Quintin. Les enseignants étaient également nombreux. « On annonçait une grève peu suivie alors que 60 % des enseignants sont en grève dans le département aujourd'hui », a avancé un responsable syndical.

La réforme du collège en ligne de mire, ils ont défilé en exigeant que l'éducation « reste nationale »